



Photo : Courtoisie

Le 3 novembre, une bannière géante sur laquelle on peut lire «Urgent : 50 000 logements sociaux en 5 ans » a été déployée au pied du pont Jacques-Cartier.

LOGEMENT SOCIAL : LE NOUVEAU GOUVERNEMENT DOIT ENFIN LIVRER LA MARCHANDISE

La crise du logement que le Québec traverse est la plus dure de son histoire moderne. Elle touche particulièrement violemment les ménages à faible et à modeste revenus. [...]

PAGE 6

ENTREVUE AVEC PRIMI/TIVI

PAGE 5

VERS UNE DÉSHUMANISATION DE L'HÔPITAL

PAGE 11

« PAS DE SALAIRE, PAS DE STAGIAIRE »

PAGE 2



Deviens membre du Compop
Le Comité populaire Saint-Jean Baptiste
c'est : le Jardin populaire du faubourg



780, rue Sainte-Claire, Québec (Qc), G1R 5B9 | 418-522-0454 | comite.populaire@videotron.ca



Journal de quartier publié à 5 500 exemplaires, cinq fois par an depuis 1990, L'Infobourg est un média libre et participatif qui défend sans ambages les droits et les intérêts des classes populaires. Les articles sont des espaces de parole pour les auteur-ric-e-s, et sont portés par un souci d'inclusivité. Diverses techniques d'écriture inclusive y sont valorisées.

Écrivez-nous, passez nous voir!

Comité de rédaction pour ce numéro

Fabien Abitbol, Agathe Légaré, Andrée O'Neill, Vincent Baillargeon, Pascaline Lamare

Ont aussi contribué

Charles-Olivier P.Carrier, Charles Beaudoin-Jodin, Marika, Primitivi, Véronique Laflamme, Gabrielle Verret, Le collectif Un salaire pour tous-tes les stagiaires de la Capitale-Nationale, Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale (RGF-CN), Centre Famille Haute-Ville (CFHV)

Mots croisés

Agathe Légaré

Graphisme

Anne-Christine Guy

Correction

Catherine Duchesneau
Jean-Matthieu Barraud

Photographie

Toutes les photos proviennent du Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, sauf avis contraire.

Publicité

Vincent Baillargeon (418-522-0454)

Coordonnées

780, rue Sainte-Claire, Québec, G1R 5B9
418-522-0454
www.compop.net
comite.populaire@videotron.ca

Veuillez noter que notre politique d'information est sur le site web du Compop : compop.net/polinfo.

La publicité est la principale source de revenus de L'Infobourg. Le déficit d'opération du journal est assumé par le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, un organisme communautaire principalement financé par le Secrétariat à

« PAS DE SALAIRE, PAS DE STAGIAIRE ».

Par le collectif Un salaire pour tous-tes les stagiaires de la Capitale-Nationale

« Pas de salaire, pas de stagiaire ». C'est ce que les personnes participant à la manifestation, fatiguées de « s'endetter pour travailler », ont scandé.



Grosse manifestation pour la salarisation des stages du 10 novembre dernier

Le jeudi 10 novembre dernier, à l'occasion de la journée internationale des stagiaires, plusieurs actions ont été entreprises dans les cégeps et universités du Québec. La revendication mise de l'avant par les mouvements sociaux étudiants actuels porte sur la salarisation de tous les stages. C'est dans ce contexte qu'une journée de grève a été votée par différentes associations étudiantes de l'Université Laval, de même que celle du Cégep Limoilou, pour ne nommer que ces établissements.

« Ras-le-bol d'être bénévoles »

Ce slogan est révélateur de la frustration des stagiaires. Encore aujourd'hui, de nombreux programmes comme ceux de sciences infirmières, travail social ou d'enseignement ne sont pas rémunérés pour leur travail. À l'inverse, l'École de technologie supérieure (ÉTS) estime que ses stagiaires des programmes de génie peuvent avoir gagné plus de 46 000\$ au terme de leurs stages. Quel sera le salaire de l'aspirante travailleuse sociale qui effectue son stage dans le réseau de la santé et des services sociaux? 0\$.

Quels sont les effets à long terme d'une telle différence? Il est difficile de les chiffrer. Il est cependant logique de croire qu'en finissant son stage, la situation financière de la personne qui aura gagné 46 000\$ se portera mieux que celle qui n'aura pas été salariée.

Travailler le jour, le soir et la fin de semaine

Elisabeth Guilbault, étudiante à la maîtrise en travail social, a présenté sa situation personnelle lors de la manifestation du 10 novembre. Voici ce qu'elle rapporte : « J'entends bien que je ne suis pas la seule à être complètement outrée de me rendre compte que la plupart des domaines où les stages sont non rémunérés

sont des stages où on retrouve majoritairement des femmes. Je pense entre autres à mes amies et futures sages-femmes, nutritionnistes, enseignantes, sexologues, pharmaciennes... Cette lutte ne date certainement pas d'hier! Encore une fois, on travaille gratuitement, dans l'ombre. Mais ce qui a changé, c'est qu'on ne travaille plus en silence. On se mobilise entre deux cours, entre deux quarts de travail pour crier, revendiquer et se faire entendre.

Notre travail est important, notre travail mérite d'être reconnu au même titre que n'importe quel travail mais surtout, notre travail est INDISPENSABLE dans cette société où il manque de travailleur-se-s sociaux partout et où les gens qui veulent avoir de l'aide n'en trouvent plus. Je ne changerai pas de domaine d'étude pour me trouver un stage rémunéré. J'ai confiance qu'on se fasse entendre et que cette injustice fera écho jusqu'aux oreilles des personnes qui prennent la décision consciente de ne pas rémunérer notre travail.

Je me bats pour la salarisation des stages mais je me bats aussi pour la reconnaissance de toutes ces professions à majorité féminine qui ne sont pas valorisées dans notre société, que l'on prend pour acquis, que l'on ignore... Je me bats pour une vision d'un monde où toutes, à travail égal, auraient un salaire égal, et ce, incluant les stagiaires. Nous nous battons jusqu'au bout. »

Se battre « jusqu'au bout », c'est ce qu'entend bien faire le comité de la Capitale-Nationale du collectif Un salaire pour tous-tes les stagiaires.

Facebook : Salarisation des stages – Capitale-Nationale
* (<https://www.etsmtl.ca/entreprises/embauchez-un-stagiaire/salaire>)

Deviens membre du Compop!
En ligne : www.compop.net
En personne : 780, Sainte-Claire
\$5 par année

LE COMITÉ POPULAIRE SAINT-JEAN-BAPTISTE, C'EST :

Un journal de quartier, l'Infobourg

Boutique en ligne : www.ericochocolatier.com

FAITES-VOUS PLAISIR ET ESSAYEZ UN DE NOS 10 SUCCULENTS CHOCOLATS CHAUDS!

Mmmm!

Erico
CHOCOLATERIE CRÉATIVE

634, RUE SAINT-JEAN, QUÉBEC
T. 418 524-2122
ERICOCHOCOLATIER.COM

ODE AUX BANCS PUBLICS

Par Charles Beaudoin-Jodin

Ils sont là, en apparence banale, eux qui pourtant nous permettent de se poser et d'observer, de méditer, de ralentir, pour un regard, pour penser les gens, ces inconnus qui s'y arrêtent, aux errements, aux fuites, aux simples salutations, aux échanges d'un sourire, ou aux histoires de rencontres qui traversent la durée, aux discussions autour d'une bière ou d'un café, aux amoureux enlacés, ou à la solitude des mourants des villes, à l'anonymat des passants, à la flânerie et à ce qu'elle offre de vie vraie sur le temps, aux moments d'arrêt en nos vies si frénétiques...

Ils racontent le rythme de nos sociétés, aux forces d'accélération, d'efficacité, productivité, et de surconsommation. Ce temps fou qui s'impose à nous.



Photo : Charles Beaudoin-Jodin

Ils sont aussi et surtout cette poésie de la ville, à la fois émouvante et « futile », le mobilier urbain que bien souvent personne ne remarque, ou que d'autres voient plutôt comme une halte nécessaire, un point d'observation sur le monde, un ancrage dans le réel, un repère, ou encore un refuge connu pour s'arrêter, pour reprendre son souffle, pour lire, écrire ou penser.

Ils sont la beauté des lignes de fuite, où l'on contemple, où l'on ralentit, où l'on se permet de rêvasser. Là où de petites ou grandes histoires naissent, se tissent et s'entremêlent, des récits en témoignages comme autant d'échos en résonance. Je repense à ce témoignage si émouvant qui fut jadis pour moi une véritable révélation. « Le jour où j'ai cessé de dire dépêche-toi... »

Les bancs publics ce sont ces trames de la vie quotidienne. Celles qui parlent de nous. L'enfance intriguée qui s'y pose, intriguée et qui se joue du temps. La vieillesse dans ses années en rides, ses pas lents, ses ralentissements, et sa durée qui dit le passé et ce qu'il y a devant.

Ces bancs photographiés, avec leurs vies, leurs noms, leurs intimités, leurs mots, leurs deuils, leurs passés, leurs fantômes, leurs hommages. Ce qu'ils disent des villes, quartiers, et sociétés, du monde, et ce qu'ils portent sur le dos. Entre ces vies qui vont et qui viennent, celles qui passent, sur le bois des années gravées au couteau, ou de ces mots en souvenir sur le métal, pour ne pas oublier, qui témoignent en offrande pour ravir et rendre hommage. « Pour la beauté des lieux. Seulement pour cela. Pour tout cela. »

Les bancs publics, sont pour moi ces points de repère, intimes et sociologiques qui, chaque fois, ici, maintenant avec toi ma Rosie, et dans toutes ces haltes au ralenti du monde, m'émeuvent.

Si tu ne prêtes pas l'oreille
au mutisme des maisons
si tu ne prêtes pas regard
aux fantômes des rues
qui percevra le déclin de l'automne

Moments fragiles
Jacques Brault (1933-2022)

ÇA BOUGE [UN PEU] DU CÔTÉ DE L'ÉGLISE SAINT-JEAN-BAPTISTE

Par Charles-Olivier P. Carrier

On apprenait une bonne nouvelle au printemps 2021 : l'Institut canadien de Québec (ICQ) s'était fait octroyer le mandat de trouver une nouvelle vocation à l'église Saint-Jean-Baptiste, fermée au public en 2015. L'Institut n'est pas à sa première transformation d'église. Il s'était déjà chargé des projets autour de la Maison de la littérature et de la Bibliothèque Claire-Martin.



Au printemps 2022, l'ICQ a consulté différents acteurs institutionnels du quartier (dont le Compop) autour d'un projet appelé « Le Carrefour ». Son idée était (et est toujours) de marier trois affectations au sein du même bâtiment : culturelle, communautaire et touristique. On n'a toutefois toujours pas de détails sur sa forme plus concrète et sur l'arrimage que prendraient ces usages entre eux et dans le bâtiment.

Pour préciser le projet, mais aussi pour créer un modèle d'affaires et avoir une idée des revenus et dépenses d'un tel projet, l'ICQ a mandaté la firme Raymond-Chabot-Grant-Thornton qui a elle-même procédé à une série de consultations cet automne.

Entre les déclarations tonitruantes en faveur d'un projet qui rayonnera dans toute la province et les promesses d'attirer des touristes dans le quartier, on est en droit de se questionner sur l'amarrage du projet dans la communauté. Aura-t-on droit à un projet à échelle humaine ou à un nouveau palais accessible uniquement aux touristes et aux très riches ? L'avenir nous le dira.

POUR UNE SOCIÉTÉ JUSTE, VERTE, INCLUSIVE ET FÉMINISTE !

ENSEMBLE, POUR CONSTRUIRE UN RAPPORT DE FORCE FACE AUX INÉGALITÉS SOCIALES

Par le Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale (RGF-CN)



Photo : Émilie B. Meunier

20 octobre : mobilisation féministe qui a clôturé le colloque

Le Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale (RGF-CN) a rassemblé plus de 250 féministes dans le cadre du colloque féministe qui s'est tenu les 19 et 20 octobre 2022. À travers des ateliers, des panels, des œuvres artistiques et un cabaret artistique et politique, le colloque a été l'occasion de nous nourrir et nous mobiliser pour construire un mouvement féministe fort, de nous allier avec d'autres mouvements sociaux pour construire un rapport de force. Le colloque a été clôturé par une marche en pleine heure de pointe sur le boulevard Laurier pour dénoncer et sensibiliser la population aux systèmes d'oppression en place, à la montée de la droite, à la perte des droits des femmes comme à celui de l'avortement, mais aussi et surtout à la dégradation des droits et des conditions de vie des femmes pendant la pandémie.

Après deux jours à échanger et débattre sur les enjeux de santé, de violences, de pauvreté et sur la crise écologique, les militantes avaient soif de partager leurs analyses – et leur colère. Leur colère contre le capitalisme qui crée tant d'inégalités entre les hommes et les femmes et entre les femmes elles-mêmes. Les inégalités persistantes vécues par les femmes trouvent leurs causes dans le patriarcat, le capitalisme, le colonialisme et le racisme, systèmes d'oppressions qui se nourrissent de ces inégalités et qui les maintiennent en place. Face à des systèmes qui exploitent et discriminent, responsables de la crise écologique et de la crise sociale qui traverse le monde et le Québec, les féministes de tous horizons doivent faire front commun. Face à des gouvernements qui hésitent à légiférer en défaveur des entreprises hautement polluantes, face à des gouvernements qui ne reconnaissent pas le travail féminin à sa juste valeur, face à des gouvernements qui ne reconnaissent pas le racisme systémique, nous sommes en colère.

Tant que le profit et l'argent dirigeront nos gouvernements, nous ne pourrons éviter la catastrophe climatique et sociale. Les inégalités sociales continueront de se creuser et ce sont les personnes les plus vulnérables, les plus pauvres, les personnes racisées, les personnes âgées, les enfants, les femmes qui continueront d'être frappées de plein fouet. Or, c'est assez de négliger la santé, de laisser pour compte les bénéficiaires de l'aide sociale et les travailleuses précaires, de dire qu'on ne peut plus faire face aux féminicides, de se fermer les yeux devant des données probantes. Au lendemain des élections provinciales, les militantes ont envoyé un message clair au gouvernement Legault : nous sommes là – et on ne vous lâchera pas!

Les féministes étaient présentes dans la rue le 20 octobre. Bannières ou instruments à la main, elles ont chanté, crié, dansé de sorte que les automobilistes et marcheur-se-s de Sainte-Foy les voient et les entendent exiger une société juste, inclusive, verte et féministe.

CHATS-NOUS, UN CAFÉ PARMIS NOUS

Par Pascaline Lamare



Commerce situé au 795, rue Saint-Olivier, Québec

Le café-félin Chats-Nous a ouvert début mars 2020. Une ouverture qui a été rapidement suivie d'un premier confinement, puis d'un second, puis d'autres à différentes périodes. Mais, comme les chats ont 9 vies, le café a réussi à passer au travers des tempêtes et opère désormais de manière régulière, six jours par semaine.

Lorsque nous arrivons au café Chats-Nous un samedi après-midi, nous constatons que l'ambiance est fébrile. L'endroit est rempli d'habitué-e-s, de familles, de jeunes couples ou d'étudiant-e-s en quête d'un endroit chaleureux et proposant le wifi gratuit. Les personnes attablées attendent qu'un chat vienne les voir à table, accepte de se faire prendre en photo pour Instagram en attendant qu'on apporte un café ou un chocolat chaud; les enfants sont sages et vont vers les félins qui se laissent approcher de bonne grâce. Les chats qui passent de table en table sont curieux, déconcentrent juste ce qu'il faut lorsque l'on est absorbé par sa lecture ou son jeu de société. Un grand chat blanc vient nous inspecter, puis un chat roux, puis un autre, et bientôt, nous avons passé l'inspection de cinq des sept chats qui se promènent librement dans le café. Car nous sommes avant tout chez eux. Prada, Ruby, Bianco, Daniel, Iris, Sasha et Fluffy vont et viennent librement, aussi sociables et joueurs que nonchalants entre deux siestes.

Un café félin, qu'est-ce que c'est?

Le café Chats-Nous, c'est un café où vivent des chats, sept en l'occurrence. On s'y rend pour prendre un breuvage chaud, ou froid, une viennoiserie ou une autre douceur, un sandwich, une soupe ou une salade, comme dans un café traditionnel. Mais en bonus, on peut flatter des chats ou simplement profiter de leur présence apaisante. Et les fins de semaine, on peut apprécier un déjeuner solide, servi de 9h à 14h.

Le quotidien est bien rempli pour ces deux entrepreneurs qui ne comptent pas leurs heures. « Le métier est exigeant, mais on n'a aucun regret », mentionne Christian, qui ajoute se sentir parfaitement à sa place au café. Mélanie et Christian ont ouvert ce café après une carrière dans le service à la clientèle pour Mélanie et dans le marketing web pour Christian. Les deux résident-e-s du quartier Saint-Jean-Baptiste ont eu l'idée d'ouvrir un café félin en Haute-Ville après avoir fréquenté celui du Vieux-Port. Seul-e-s aux commandes, Mélanie et Christian font

tout : service, cuisine, vaisselle, gestion administrative et prendre soin des chats. « On a une responsabilité plus grande avec les chats, on a des vies entre nos mains », nous dit Christian, qui insiste sur la propreté du café; ici, on enlève ses souliers en entrant.

Le café est très achalandé en fin de semaine et pendant les vacances. L'été, beaucoup de touristes s'arrêtent le temps d'une pause. Le reste de l'année, la clientèle régulière compte beaucoup d'étudiant-e-s qui viennent travailler sur leurs cours dans une ambiance presque familiale, profitant du wifi gratuit, de tables de travail. Les familles viennent également passer un peu de temps, notamment lors des relâches ou des fins de semaine. Les amateur-riche-s de jeux de société peuvent même profiter d'un petit salon semi-privé pour jouer, sur réservation.

Café de proximité

Le café félin Chats-Nous est ancré dans la vie de quartier, et profite de plusieurs occasions pour animer l'angle des rues Saint-Olivier et Saint-Augustin où il se trouve. Projet de murale sur la façade du côté Saint-Augustin, participation aux activités d'Halloween ou encore ouverture le jour de Noël. « J'aime l'ambiance de Noël, voir les gens heureux », mentionne Christian, qui précise que ce jour-là, le café sera ouvert pour accueillir toutes les personnes qui souhaitent (les intéressé-e-s sont invité-e-s à réserver pour ce qui sera le premier vrai Noël du café, les deux précédents ayant été annulés pour cause de confinements pandémiques). Une murale sur la rue Saint-Olivier rappelle l'ancienne épicerie Poulin, où Christian allait déjà à la fin des années 1980. Un hommage que les propriétaires du café ont souhaité rendre à l'histoire du lieu, où les filles de M. Poulin - l'ancien épicier - passent encore parfois, pour prendre un café.

Le café-félin Chats-Nous offre une ambiance chaleureuse six jours par semaine, du mardi au dimanche. Ici, on prend son temps, on profite des chats et d'une carte dont les prix, très abordables, n'ont pas évolué à la hausse à cause de l'inflation. Un endroit parfait pour se poser, le temps d'un café ou d'un chapitre, tout près de chez vous

Où : 795, rue Saint-Olivier, à l'angle de la rue Saint-Augustin.
Téléphone : (418) 647-2428

PARC MARC BOUTIN : VICTOIRE CITOYENNE

Par Vincent Baillargeon

Comme le mentionnait l'article « Pour que le parc Scott devienne le parc Marc Boutin » dans l'édition d'octobre 2022 de *L'Infobourg*, famille et proches de Marc, accompagnés du Comité populaire, ont déposé une demande au Comité de toponymie de la Ville de Québec pour que le parc Scott soit renommé parc Marc Boutin.



C'est maintenant un succès confirmé. Les élu-e-s de la Ville de Québec ont entériné lors du conseil municipal du 7 novembre 2022 la résolution pour renommer le parc situé sur la rue Saint-Gabriel : parc Marc-Boutin.

Selon le sommaire décisionnel de la Ville de Québec, la consultation en amont du changement de nom « aura permis de soulever un large consensus à l'égard de la proposition [...] Plus d'une centaine de commentaires ont été recueillis lors de la consultation organisée dans le cadre d'un conseil de quartier ou lors de la consultation en ligne, tous en accord avec la proposition de renommer le parc Scott afin de rendre hommage à M. Marc Boutin. ».

Pour Charles-Olivier P. Carrier, permanent au Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, il s'agit avant tout d'une réussite collective, « un si large appui à la proposition est une extraordinaire marque de reconnaissance envers le travail de Marc, mais plus largement envers le travail des militants et militantes qui essaient d'améliorer la qualité de vie des quartiers centraux ». De se reconnaître et de se réapproprier les rues, parcs et immeubles de notre quartier est essentiel pour préserver une mémoire collective des luttes citoyennes passées, mais aussi prendre pleine conscience de l'importance des mobilisations citoyennes actuelles et futures.

Le Vestiaire du Faubourg

Le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste appuie de nombreuses initiatives communautaires comme Le Vestiaire du Faubourg, une friperie située au cœur du quartier Saint-Jean-Baptiste



lundi au samedi de 12h à 16h.

* jeudi jusqu'à 20h

780, rue Sainte-Claire | 418-522-0454



L'inter Marché Saint-Jean

Ouvert tous les jours, de 8 h à 21 h

418-522-4889
850, rue Saint-Jean



UN PETIT COUCOU DU CENTRE FAMILLE HAUTE-VILLE!

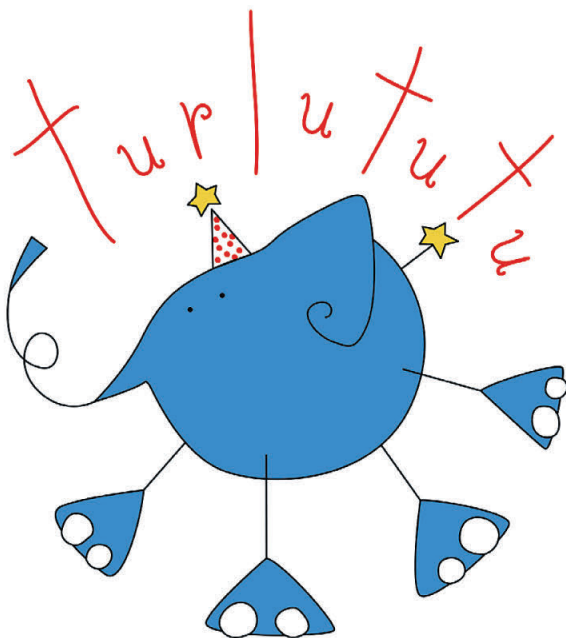
Par l'équipe du Centre Famille Haute-Ville

Cet automne, pour sa campagne d'autofinancement, le Centre Famille Haute-Ville s'est associé avec l'entreprise Quai des Bulles de Kamouraska pour la vente de savons artisanaux et biologiques! Cinq fragrances vous sont proposées : vanille et orange, argousier et avoine, sapin baumier, lait de chèvre à la lavande et bleuets du Lac Saint-Jean. Leurs propriétés bénéfiques et leur douce et agréable fragrance sauront vous ravir!

Prix : 1 savon = 8\$ 2 savons = 15\$ 3 savons = 21\$
Vous pouvez vous les procurer au Centre Famille (argent ou virement Interac) lors de nos heures d'ouverture, du mardi au vendredi de 9h à 14h. Les dons monétaires sont aussi acceptés. Merci à l'avance de votre générosité!

Un don, un savon, une belle façon d'appuyer notre mission!

Pour celles et ceux qui nous connaîtraient moins, le Centre Famille Haute-Ville est un organisme du quartier Saint-Jean-Baptiste qui a célébré ses 20 ans l'année dernière. Ayant pignon sur rue au 84, rue St-Jean (rez-de-chaussée des Résidences Salaberry) depuis l'été 2020, le Centre Famille offre un éventail d'activités aux familles (0-5 ans).



Logo du Centre-Famille Haute-Ville

Parmi celles-ci vous trouverez des matinées sensorielles les mardis, de l'éveil musical les mercredis, des matinées créatrices parents/enfants les jeudis et du répit les vendredis matin.

Les matinées Kangourou (ateliers parenfant), dans les locaux des Loisirs Saint-Sacrement, se poursuivent les mercredis matins. Le projet Coucou Maman! (visites à domicile pour les mamans ayant récemment accouché jusqu'au premier anniversaire de bébé), propose maintenant des cercles de parole.

Depuis le printemps dernier, un nouveau projet a vu le jour, « S'intégrer, un plat à la fois », des cuisines collectives interculturelles. Les groupes se remplissent rapidement, les participantes apprécient grandement. Bref, c'est succès et ça semble répondre à un besoin de notre communauté.

Enfin, nous sommes particulièrement heureux d'avoir pu renouer, depuis septembre, avec le côté milieu de vie qui nous caractérise depuis longtemps. Venez nous voir, jouer avec votre enfant, discuter avec d'autres parents ou intervenant-e-s dans un milieu bienveillant et convivial!

Pour nous joindre : 418-648-1702 ou cfhv.quebec@gmail.com

ENTREVUE AVEC L'ÉQUIPE DE RÉALISATION DE LA BATAILLE DE LA PLAINE

Pour son édition de novembre, l'Upop du Comité populaire a tenu un visionnement de *La Bataille de la Plaine* en compagnie de l'équipe de réalisation venue de Marseille pour présenter leur film. La rédaction de *L'Infobourg* a profité de l'occasion pour les rencontrer et discuter à la fois du film et de son sujet : la lutte menée par les citoyen-ne-s de la Plaine à Marseille contre la gentrification de leur quartier.



Photo: Primitivi

Entrevue

L'Infobourg (IB) : Bonjour! Avant tout chose, ici au Québec, rares sont celles et ceux qui ont entendu parler de la lutte épique que vous avez menée de l'autre côté de l'océan pour la préservation de votre quartier. Pourriez-vous, en quelques mots, nous en dire plus sur le quartier, la place de la Plaine et nous résumer les grandes lignes de la bataille qui s'y est déroulée ?

Primitivi (PT) : La Plaine, (« lou plan », le plateau en occitan) désigne à la fois la grande place du marché et le quartier populaire et nocturne du centre de Marseille qui l'entoure. Un vaste plan de rénovation du quartier a été lancé en 2016. Les habitant-e-s voyaient un danger évident de gentrification, de hausse des loyers et de touristification du quartier.

IB : Un élément qui a semblé primordial à la lutte sur la place aura été son occupation sous diverses formes. Si bien que la ville a construit un mur de béton qui empêchait l'accès à celle-ci. Quelle a été selon vous l'importance de cette appropriation commune de l'espace?

PT : Même si le quartier avait déjà une identité très forte, l'assemblée de quartier qui s'est créé et a animé cette lutte pendant 3 ans restera un souvenir de communauté et s'inscrira dans son histoire pour toujours.

IB : À trois ou quatre reprises dans le documentaire vous faites allusion à l'histoire du quartier, des insurrections de 1789 à la promulgation de la commune de Marseille. Pour vous, quelle était l'importance des imaginaires venant du passé dans la définition des luttes du présent?

PT : Pour nous, faire appel à la mémoire de luttes passées, c'est révéler les filiations historiques pour nourrir les imaginaires de la lutte. La Commune de Paris de 1871, à laquelle nous faisons référence plusieurs fois dans le film, a été écrasée dans le sang par les Versaillais, néanmoins cette brève expérience révolutionnaire a nourri depuis et jusqu'à aujourd'hui les imaginaires politiques des mouvements de gauche. Même si la bataille de la Plaine pouvait paraître dérisoire face à ces événements historiques, cet imaginaire a nourri son identité. De nombreuses fresques « vive la Commune » couvraient les murs, et enflammaient les

esprits. Nous avons nous aussi tâché de souffler sur ces braises.

IB : Vous avez choisi de montrer quand même franchement la présence de votre caméra dans la mise en scène autant que vous filmez aussi fréquemment la télévision et comment les médias institutionnels représentent la Plaine. D'ailleurs, plusieurs fois la narration et les personnages rappellent le rapport entre le film et la lutte. Quelle était pour vous la motivation à filmer cette lutte? Comment voyez-vous la place du documentaire dans la lutte ?

PT : « Primitivi, téloche de rue » documente depuis 25 ans les luttes citoyennes de Marseille, et en particulier de la Plaine où le collectif est implanté depuis sa création. Très vite, nous nous sommes confrontés au dilemme d'agir en tant que documentaristes ou de militant-e-s de cette lutte. Il nous est très vite apparu évident que notre travail était une arme de propagande au service de la lutte, et que viser une prétendue « objectivité » n'avait pas de sens pour nous. Nous avons choisi de mettre en scène et de questionner le rôle du cinéma de lutte, et d'en faire un des enjeux du film.

IB : Le film est paru il y a deux ans. Comment la situation a-t-elle évolué depuis?

PT : Les loyers ont beaucoup augmenté, mais la lutte qui a eu lieu a aussi attiré une population militante, féministe et bouillonnante, qui fait peur aux touristes. Il faut attendre encore pour savoir si la loi du marché aura raison de cette force de vie.

IB : Finalement, est-ce que *La Bataille de la Plaine* va être disponible bientôt publiquement?

PT : Primitivi a entièrement auto-diffusé ce film, organisé plus de 200 projections publiques et a donc patienté pour ne pas les priver de leur public, car nous considérons que la rencontre avec d'autres militant-e-s, comme celles et ceux de l'Upop du Comité populaire était primordiale. Nous arrivons à la fin de cette phase et le film sera dans quelques semaines, comme tous nos autres films en libre accès sur notre plateforme.



LOGEMENT SOCIAL : LE NOUVEAU GOUVERNEMENT DOIT ENFIN LIVRER LA MARCHANDISE

Par Véronique Laflamme, porte-parole du FRAPRU

Les logements sont rares dans les quartiers centraux de Québec, encore plus pour les familles, et ceux qui sont affichés sont hors de la portée de la bourse de la moyenne des locataires. Les ménages sans-logis autour de la période des déménagements et ceux n'ayant pas réussi à se reloger plusieurs semaines plus tard sont de plus en plus nombreux à Québec comme ailleurs. À Québec cette année, plus de 900 ménages locataires ont demandé de l'assistance au service d'aide au relogement géré par l'office municipal d'habitation de Québec (OMHQ).



Photo : Jacynthe Morin

Rassemblement pour le passage de du char allégorique du FRAPRU, à Saguenay, auquel ont participé une trentaine de militant-e-s pour le droit au logement et d'allié-e-s

La crise du logement que le Québec traverse est la plus dure de son histoire moderne. Elle touche particulièrement violemment les ménages à faible et à modeste revenus. Le désespoir et l'insécurité résidentielle augmentent face à l'explosion du coût des loyers, à la spéculation immobilière et la multiplication des évictions. Dans plusieurs régions, les témoignages de personnes contraintes de dormir dans des motels ou dans leur voiture se multiplient. L'itinérance visible et cachée est en hausse. Les conséquences sont dévastatrices, notamment pour de trop nombreuses femmes dont la sécurité est compromise.

Même si le gouvernement réélu de François Legault a finalement reconnu la crise, les mesures structurantes nécessaires pour y faire face se font toujours attendre. Les solutions sont pourtant connues : il faut contrôler le marché privé, mieux protéger les locataires contre les hausses abusives de loyer et les évictions frauduleuses et réaliser des logements sociaux en nombre suffisant pour qu'il y ait une alternative pour toutes ces personnes qui n'arrivent pas à se loger décentement.

Or, la CAQ a pris des engagements largement insuffisants en la matière durant la campagne électorale. Sur sa promesse de 11 700 nouveaux logements sociaux et abordables en 4 ans, 4 700 avaient déjà fait l'objet d'annonces avant le déclenchement des élections; en fait, seulement 7 000 sont de nouvelles unités. De ce nombre, la part de logements sociaux reste toujours inconnue.

La CAQ laisse également planer l'incertitude sur l'avenir du programme AccèsLogis – le seul entièrement dédié au développement de logements sociaux – et son financement.

À de nombreuses reprises, les groupes communautaires en habitation, dont le FRAPRU, ont réclamé des investissements suffisants et récurrents dans le programme, notamment pour compléter la réalisation de tous les logements déjà programmés mais pas encore construits. Les résultats se font toujours attendre.

L'ancienne ministre de l'Habitation a répété souvent qu'AccèsLogis n'est pas mort; elle a précisé que le nouveau Programme d'habitation abordable – Québec (PHAQ), lancé à l'hiver 2022, était complémentaire à AccèsLogis. Pour en faire la preuve, il faudra que le ministre des Finances annonce de nouvelles unités de logements sociaux dans son budget 2023-2024.

Pour l'instant, les groupes qui travaillent avec des requérant-e-s de logements sociaux, sont forcés d'attendre, en raison de l'absence de nouvelles programmations dans AccèsLogis et dans le PHAQ. Plusieurs coopératives, OSBL et offices d'habitation craignent que leurs projets ne puissent jamais voir le jour. Cela est inadmissible alors que les besoins sont si criants.

Une tendance dangereuse vers la privatisation

En lançant le PHAQ, le gouvernement a amorcé une dérive dangereuse vers la privatisation de l'aide au logement, puisqu'il offre maintenant du financement public – jusqu'à réservé au secteur sans but lucratif – à des promoteurs privés. Ces promoteurs ont pour seule obligation de garder abordables 30% des logements qu'ils construisent pendant un certain laps de temps, variant entre 10 et 35 ans, selon l'ampleur du financement public consenti. Aucune subvention au loyer pour des ménages à faible revenu n'est prévue dans le programme comme c'est le cas dans AccèsLogis; les promoteurs – à but ou sans but lucratif – qui en veulent, doivent les demander à part et n'ont aucune garantie d'en obtenir. La CAQ semble miser aussi sur l'offre de subventions au loyer versées directement à des propriétaires de logements locatifs disponibles, pour aider des ménages à faible revenu en attente de HLM. Or, il est connu et vérifié qu'en période de pénurie de logements, les propriétaires les boudent systématiquement, préférant choisir leurs locataires. Enfin, Québec a versé 395 millions\$ au Mouvement Desjardins, à Fondation (de la CSN) et au Fonds de solidarité FTQ pour qu'ils réalisent 3 000 logements, leur confiant l'élaboration de leurs propres programmes et la réalisation de projets de logements abordables.

Pendant ce temps, le doute continue de planer toujours sur l'avenir de plusieurs projets déjà déposés dans AccèsLogis, totalisant presque 9 000 logements sociaux, tous budgétés avant 2018. La CAQ avait promis de les construire durant son précédent mandat. Pour l'instant, les groupes attendent encore les sommes nécessaires pour boucler leurs budgets de réalisation. La nouvelle ministre de l'Habitation, France-Élaine Durand, qui a affirmé vouloir des résultats, a ici l'occasion de faire rapidement ses preuves en débloquant le dossier.

L'heure est à la mobilisation pour sortir la classe politique de son indifférence face aux effets dramatiques de la pénurie de logements locatifs et de la hausse fulgurante des loyers, et pour obtenir les investissements massifs qui s'imposent dans le secteur du logement social. Pour sa part, le FRAPRU continuera de se mobiliser pour la réalisation de 50 000 logements sociaux en 5 ans, sous différentes formes. Ceci inclut un programme d'acquisition de bâtiments résidentiels locatifs et leur socialisation, pour contrer efficacement l'effritement du parc de logements locatifs encore abordables et assurer le maintien dans leur milieu des ménages qui y habitent. Il faut aussi construire de nouveaux logements sociaux, notamment des HLM, pour lutter contre la rareté de logements qui sévit dans toutes les régions.

C'est ce qu'il met en lumière dans le cadre de sa tournée du Québec avec un char allégorique illustrant les besoins des mal-logé-e-s et les projets de logements sociaux qu'ils réclament. La tournée se terminera à Québec, avec une manifestation nationale devant l'Assemblée nationale, le jeudi 16 février 2023.



Problèmes de logement ?

Comité populaire Saint-Jean-Baptiste

418-522-0454



Vous méritez mieux. Joignez la CSN !

Toujours confidentiel - 418 647-5810
sesyndiquer@csn.qc.ca



Conseil central
de Québec-
Chaudière-
Appalaches

PLAN DUBÉ : LE BON, LA BRUTE ET LE TRUAND

Par Charles-Olivier P. Carrier



Christian Dubé en action

Le 19 mars dernier, à la veille de l'élection, le ministre de la Santé et des Services sociaux, Christian Dubé, présentait son plan d'action « pour un système de santé humain et performant » et devenait ainsi le quatrième des six derniers ministres de la Santé à présenter une réforme du système. C'était évidemment une annonce électorale dont l'arrivée permettait tout de même d'être inscrite dans le précédent mandat et de justifier le slogan « Continuons ».

Quoi qu'il en soit, maintenant élu, on peut maintenant s'attendre à ce que le gouvernement mette en place ses promesses. Qu'en est-il?

Le bon

Après presque trois ans de pandémie, c'est l'évidence même que le système de santé doit être réformé en profondeur. Ce qu'elle a d'ailleurs peut-être révélé le plus clairement, c'est la gestion bureaucratique, presque dictatoriale et en tout cas déficiente de la main-d'œuvre dans le système. Faisant complètement rupture avec les stratégies néolibérales de gestion « maigre » des dépenses étatiques, le Plan Dubé prévoit une embauche massive de personnel autant que des investissements conséquents. Par ailleurs, le Plan prévoit également la mise en place de l'autogestion des horaires, ce qui permettrait en théorie de réduire ou d'éliminer le temps supplémentaire obligatoire (TSO), d'améliorer ainsi les conditions de travail et de favoriser la rétention du personnel déjà en place.

L'autre grand changement positif avec l'annonce de ce projet est le changement de discours autour de la « première ligne ». Alors que jusqu'à maintenant celui-ci était tourné exclusivement vers l'accès à un médecin, l'annonce de la mise en place d'un guichet d'accès à la première ligne est un pas vers la reconnaissance du travail des professionnels non-médecins. Néanmoins, il n'y a rien de prévu dans le Plan du gouvernement pour revoir le mode de rémunération et dépasser les incitatifs financiers pour motiver les médecins à réaliser cette nécessaire collaboration multidisciplinaire.

La brute

Cependant, l'élément le plus important du Plan de refondation en santé est sa volonté que « Chaque Québécois [sic] qui le souhaite doit être pris en charge au sein d'un groupe de médecine familiale ». Cette place accrue donnée aux groupes de médecine de famille (GMF) est synonyme de privatisation du système de santé. L'objectif de cette mesure n'est évidemment pas de privatiser le financement du système de santé. Les GMF conservent en effet un financement public – au même titre que les hôpitaux ou CLSC – mais il est plutôt de privatiser la prestation des services. Les objectifs contradictoires des partisans de ce type de

proposition sont de « diminuer la pression sur le réseau public » et de créer un modèle lucratif où le financement est fait à l'activité. En réalité, chaque nouvelle recrue qui travaille dans le réseau privé n'a pas été clonée : elle a été recrutée dans les salles d'opération des hôpitaux ou sur les bancs des CLSC.

Le véritable objectif de ce modèle est de se poser en compétition avec le réseau public dans l'espoir que cette compétition force les institutions publiques à devenir plus performantes.

En réalité, autant les services offerts au privé que le financement à l'activité sont bien moins efficaces que le financement universel des services publics. Les entreprises lucratives exercent effectivement une ponction sur le financement qui est redirigé vers les poches des investisseurs plutôt que dans les soins aux patient-e-s. Par ailleurs, la gestion du financement à l'acte demande toute une armée de fonctionnaires qui doivent attribuer à chaque intervention une valeur monétaire. Sans compter que – dans Saint-Jean-Baptiste on en sait quelque chose avec le déménagement du GMF-U Haute Ville – il y a peu de contrôle public sur l'implantation de ces services sur le territoire.

Le truand

Du reste, le Plan Dubé est plein d'intentions louables ou évoque des réflexions nécessaires : l'intention d'abandonner le TSO, la volonté de réduire le recours aux agences de placement, la promesse d'une « vaste décentralisation » de la gestion, un virage vers le soin à domicile, ou la nécessité de réforme de la santé publique au vu des enseignements tirés de la pandémie de Covid-19. Or, toutes ses bonnes intentions sont pour l'instant dépourvues de mesures concrètes qui permettent de les mettre en place. Pire encore, si on parle de décentralisation, c'est essentiellement pour donner plus de responsabilités aux cadres intermédiaires et non pour démocratiser la gestion du système. En effet, peut-être que les plus grands oubliés du Plan Dubé restent les centres locaux de services communautaires (CLSC), qui incarnaient pourtant, avant les grandes réformes du début des années 2000, une approche communautaire et démocratique de l'organisation de la santé.

En conclusion, si on peut admettre que le Plan Dubé définit certaines évidences, sa portée reste au mieux réduite. En revanche, là où le Plan est extrêmement alarmant et là où nous devons suivre son application dans les prochains mois est dans le risque qu'il se traduise par une accentuation de la privatisation des prestations des soins. Le recours accru au privé sera en effet synonyme d'une réduction de l'efficacité et de l'accessibilité globale des soins de santé.

ENTREVUE AVEC LES SORCIÈRES D'À CÔTÉ

Le comité de rédaction de l'Infobourg a reçu en entrevue une membre du collectif des sorcières d'à côté.



Photo tirée de la page Instagram @sorcièresdacote

Entrevue

L'Infobourg (IB) : Salut! D'abord, est-ce que tu pourrais nous en dire plus sur toi et sur le collectif des sorcières d'à côté?

marika (m) : Allô ! Moi c'est marika, je vis à Québec et je suis une adepte de création de toutes sortes d'arts textiles depuis, bien, longtemps ! Les sorcières d'à côté, c'est parti d'une envie, et même peut-être d'un besoin, d'occuper les quartiers qu'on habite tout en faisant sortir dans les rues un art trop souvent relayé à la maison, au privé. La partie collective du projet est un peu venue de soi, alors qu'on organisait des stitch'n bitch (tricot-jasette, pour faire plus doux) à la Lib et à la Page noire, quelques personnes ont démontré de l'intérêt à poser dans la ville leurs créations colorées.

IB : Allons droit au but : qu'est-ce que le tricot-graffiti?

m : Le tricot-graffiti, c'est un type d'art de rue composé de pièces tricotées, crochetées, brodées ou fabriquées de tout autres types d'arts textiles. Tout comme les tags et les affiches collées sur les murs extérieurs, c'est considéré illégal, mais ça semble tout de même être plus toléré (on ne voit pas trop de dénonciations de nos tricots sur les groupes Facebook de partage du quartier, par exemple). Le tricot-graffiti que les sorcières pratiquent a des buts de revendications concernant généralement les quartiers qu'on habite et les personnes qui y vivent (par exemple, une fois on a écrit « ce palais appartiendra aux enfants du quartier »), mais aussi parfois concernant des luttes plus larges qui nous préoccupent (une autre fois on a écrit « ni frontières, ni prisons »). Par contre, ce n'est pas tous les tricots-graffitis qui se veulent avoir une portée militante ; ça peut souvent avoir un objectif plus esthétique, dans le simple but d'embellir un espace. À moins qu'on y trouve un texte écrit, la différence entre une œuvre de rue lainée criant son indignation et une qui se veut simplement plastique, la plupart du temps, est impossible à déceler, à moins de connaître personnellement l'artiste l'ayant réalisée.

IB : Si les lectrices et lecteurs de l'infobourg veulent vous rejoindre, comment peut-on s'y prendre?

m : S'ils veulent nous rejoindre, c'est possible de le faire via notre page Facebook ou via Instagram, et parfois ça se rend à nous si vous laissez une note écrite accrochée à un de nos tricots, mais ça risque de prendre plus de temps. Autrement, j'encourage qui que ce soit ayant envie de participer en faisant du tricot-graffiti, et qui aimerait qu'on publie une photo sur nos réseaux, à nous envoyer des images à partager. La pose de tricots et la publication sur nos réseaux se fait habituellement anonymement.

DES ORGANISMES RÉCLAMENT UN PROGRAMME DE RÉGULARISATION VÉRITABLEMENT INCLUSIF DES PERSONNES SANS STATUT MIGRATOIRE

La Rédaction

Un rassemblement de personnes migrantes et leurs allié-e-s s'est tenu le dimanche 6 novembre 2022 devant l'Assemblée nationale pour réclamer la mise en place d'un programme véritablement inclusif visant la régularisation des personnes sans statut migratoire. L'évènement était organisé par le Centre des travailleurs et travailleuses immigrants (CTTI) en collaboration avec le Conseil central de Québec-Chaudières-Appalaches (CSN), le Collectif de lutte et d'action contre le racisme (CLAR), Migrante Québec et le Réseau d'aide aux travailleurs et travailleuses migrants agricoles du Québec (RATTMAQ).



Rassemblement pour la régularisation des personnes sans papiers le 6 novembre dernier devant l'Assemblée nationale.

Selon les organismes, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) soumettra, au cours des prochaines semaines, un projet ayant un programme de régularisation des personnes sans statut migratoire aux gouvernements provinciaux et au conseil des ministres du gouvernement fédéral. Les organisations impliquées dans cette journée de mobilisation revendiquent ainsi la mise en place d'un programme de régularisation véritablement inclusif au Canada et au Québec.

L'incurie administrative à la source de la majorité des pertes de statuts

Selon les expériences des organisations œuvrant auprès de personnes sans statut, dans la majorité des cas, un statut est perdu soit parce qu'une demande d'asile a été déboutée, soit parce que la personne n'était pas en mesure de renouveler son permis de travail ou d'études. Pour Raphaël Laflamme du CTTI: « Les personnes sans papiers, ce sont plus souvent qu'autrement des personnes qui sont venues ici par les voies régulières, mais qui sont tombées dans les craques de notre système d'immigration. » Cheney de Guzman, de Migrante Québec en ajoute : « La perte de statut n'est pas un acte criminel; c'est un problème administratif qui fait que des milliers de personnes perdent leur statut. »

Une injustice et un drame humain

Une fois leur statut perdu, les personnes n'ont en effet plus accès aux services publics répondant aux droits fondamentaux, elles sont exposées aux abus et à la discrimination dans la vie professionnelle et sociale et vivent chaque jour dans la peur de la déportation. Pour Cheney de Guzman, de Migrante Québec : « La perte de statut les expose à des conditions de vie et de travail précaires, à de l'abus et de l'exploitation... pour beaucoup de migrant-e-s au Québec, c'est parce qu'ils fuient l'abus ou qu'ils ont été victimes de trafic de travail qu'ils perdent leur statut. La régularisation des personnes sans statut devrait régler ce problème et apporter une forme de justice. »

Une question de droits et de dignité

L'obtention d'un statut permanent permettra aux personnes sans statut de faire valoir leurs droits, d'améliorer leurs conditions de travail, de vie et de participer à la vie sociale plus harmonieuse. La majorité de celles-ci ont d'ailleurs déjà accumulé des années d'expérience de travail au Québec. Elles ont, de plus, commencé à s'adapter aux us et coutumes du Québec, à apprendre la langue française et à tisser un réseau social.

François Proulx-Duperré, secrétaire général au Conseil central de Québec-Chaudières-Appalaches (CSN), ajoute ceci : « Les personnes sans statut sont vulnérables face aux abus de toutes sortes de la part d'agences et d'employeurs sans scrupules. Nous avons le devoir d'assurer le respect de leurs droits. Régulariser leur situation permettrait également de mieux faire face à la pénurie de personnel et de protéger l'évolution des salaires et des conditions de travail de toute la population. Il faut favoriser l'immigration permanente et lutter contre la précarisation rampante à laquelle nous assistons depuis plusieurs années. »

DES NOUVELLES EN AMÉNAGEMENT URBAIN

Par Charles-Olivier P. Carrier



La rue Narcisse-Belleau, en bas de la côte Badelard, vient d'être réaménagée en rue partagée

Vision de la mobilité active

Après deux années de consultations publiques, la Ville de Québec publiait cet automne sa *Vision de la mobilité active 2023-2027*. Le document est ambitieux. Ce n'est pas moins de 268 000 déplacements actifs qu'on juge possible d'ajouter quotidiennement à l'échelle de la ville entière si des aménagements adéquats y sont construits. Pour ce faire, l'hôtel de ville identifie quatre grands principes qui vont orienter ses actions dans l'avenir :

- + Accélérer le développement des réseaux de mobilité active et assurer l'accès au transport en commun;
- + Renforcer l'efficacité des déplacements actifs en tout temps;
- + Assurer un niveau de confort des aménagements pour tous;
- + Jouer un rôle de cheffe de file et de facilitatrice dans l'essor d'une culture en faveur de la mobilité active et de l'intermodalité.

Si la *Vision* reste en général dans l'énonciation d'orientations relativement abstraites, elle promet quand même certains développements concrets. Elle annonce par exemple la construction de « corridors Vélo cité » qui vont permettre une circulation cyclable confortable et efficace entre les arrondissements de banlieue et la Cité-Limoilou. On n'y trouve toutefois rien de plus précis sur l'amélioration du réseau cyclable – pourtant déficient – du centre-ville. Cela dit, elle prévoit faire passer son budget mobilité active de 7\$/habitant-e à 36\$/habitant-e à compter de l'année prochaine. Un grand pas vers une ville plus sécuritaire, accessible et confortable.

Autre point intéressant, la ville va remettre à jour son Guide géométrique et, lorsque des rues ont besoin d'être ouvertes – par exemple pour travailler sur le réseau d'aqueduc ou d'égout – l'administration va systématiquement évaluer si la rue devait être réaménagée de façon à favoriser le transport actif – lire : si on devrait y construire une rue partagée.

En revanche, la vision ne dit rien sur la promesse électorale de Québec forte et fière sur l'implantation de plus de liens mécaniques (ascenseur, etc.) entre la haute et la basse-ville. Pourtant, on le sait, le défi majeur pour la mobilité dans le secteur reste sa géographie difficile.

Les documents de la *Vision de la mobilité active 2023-2027* sont disponibles ici : <https://www.ville.quebec.qc.ca/apropos/planification-orientations/transport/mobilite-active/>

Rues partagées

Le 30 novembre, la Ville présentait les résultats de la consultation publique sur le réaménagement des rues Claire-Fontaine, Lockwell, Saint-Gabriel et des Zouaves. Les rues des Zouaves et Saint-Gabriel seront des rues partagées ! Le Compop défend un projet de rue partagée sur ces rues depuis 2012 et dans le quartier depuis 2005.

Finalement, il y aura vraisemblablement toujours bel et bien une activité de consultation en rapport au réaménagement des rues Saint-Olivier, de la Tourelle, Philippe-Dorval et Sutherland. À l'heure d'écrire ces lignes, il est prévu que les consultations soient à l'hiver 2023 et les travaux en 2024. Ce sera l'occasion concrète de revendiquer encore plus de rues partagées dans le quartier et des aménagements sécuritaires et qui favorisent des déplacements actifs !

Pour plus de détails, vous pouvez consulter le site web de la Ville de Québec : <https://www.ville.quebec.qc.ca/citoyens/participation-citoyenne/activites/fiche.aspx?IdProjet=312>

FERMETURE DE LA RÉSIDENCE PRIVÉE POUR AÎNÉ·E·S SEIGNEURIE DE SALABERRY

Par Charles-Olivier P. Carrier

C'était censé être un lundi comme les autres au Compop. J'avais tort. Il y a plusieurs messages sur le répondeur. Je retourne les appels. À l'autre bout du fil : des aîné·e·s en pleurs, anxieux·ses pour leur avenir ou ayant le sentiment d'être en train de se faire rouler dans la farine. La résidence privée pour aîné·e·s (RPA) de la Seigneurie de Salaberry, la seule du genre dans le quartier, a été vendue à un nouveau propriétaire qui compte en faire un complexe locatif. Il évince tout le monde. Pire encore, en gratouillant un peu, on découvre rapidement que le nouveau propriétaire est une société immobilière dont le représentant est Henry Zavriyev. Un personnage connu comme le Roi de la rénoviction. Rien pour être rassuré·e·s.



27 octobre : Rassemblement de solidarité avec les locataires de la RPA Seigneurie de Salaberry

On contacte le Bureau d'animation et d'information logement (BAIL) et on se met collectivement sur le dossier pour s'assurer que les droits de tou·te·s soient respectés. Le CIUSSS prend en charge la relocalisation. Du point de vue de celui-ci, tout s'est fait dans l'ordre, mais il est pourtant pris à ramasser les pots cassés par le secteur privé. De notre point de vue, nous constatons plusieurs irrégularités dans le processus d'éviction. La priorité est donc de transmettre à la fois notre solidarité aux locataires évincé·e·s et ensuite de leur communiquer la bonne information sur leurs droits. Ainsi, avec l'aide du BAIL, nous organisons un rassemblement de solidarité auquel des citoyen·ne·s, des locataires de la Seigneurie, des membres de leur famille et même des locataires d'autres RPA aux prises avec le même propriétaire prennent la parole. La semaine suivante, le BAIL tient une séance d'information à l'intérieur même de l'immeuble, événement qui attirera plus de la moitié de ses locataires. Celle-ci est interrompue par une alarme de feu qui arrive à un moment pour le moins... approprié (si on se place du côté du propriétaire, évidemment...).

Le plus frustrant avec le support donné aux locataires dans leur négociation avec le propriétaire et éventuellement dans le combat qu'ils devraient amener devant le Tribunal administratif du logement (TAL), c'est qu'on va devoir le mener autant de fois qu'il y a de locataires et qu'il appartient aux locataires eux-mêmes (souvent, pour le coup, semi-autonomes) d'y défendre leurs droits. Le TAL ne prévoit pas de possibilité de recours

collectif pour de tels cas et n'a pas le mandat d'enquêter lorsqu'on constate un déni de droit généralisé.

Quel bilan pour les RPA?

Pourtant, juridiquement, on ne peut pas empêcher le changement d'affectation. Cela signifie que les personnes touchées sont placées de toute façon devant le choix difficile de soit déménager, soit rester dans un immeuble qui n'offre plus de services. D'autant plus que la RPA Seigneurie de Salaberry n'est qu'un exemple, malheureusement, parmi tant d'autres. Uniquement dans la région de Québec, en 2 ans, ce sont 22 RPA qui ont fermé leurs portes. Pourtant, pour la même période seulement 6 ont ouvert... Et depuis, le plus gros gestionnaire de RPA au Québec, le Groupe Sélection, s'est mis à l'abri de ces créanciers.

Le modèle actuel ne fonctionne visiblement pas. Une RPA, c'est un commerce qui est soumis, autant que n'importe quel autre commerce, aux impératifs du profit. Dans un contexte de crise du logement et de mesures sanitaires, c'est beaucoup plus payant de transformer les immeubles en logements de luxe. Encore une fois, les profits passent avant les besoins.

Les résidences pour personnes âgées sont un service essentiel qui devrait non seulement être soumis au contrôle public, mais également devenir un service public comme tel. Elles doivent être sorties du marché privé et ça presse.

Des solutions existent.

Les Villes peuvent se servir du zonage pour protéger l'affectation des RPA existantes et éviter que d'autres soient transformées en logements privés. Plus encore, elles peuvent utiliser le nouveau droit de préemption – qui a été donné par une loi provinciale adoptée juste avant l'été – pour cibler les immeubles des RPA et acquérir prioritairement ceux-ci lorsqu'ils sont en vente.

Cela dit, ce n'est pas un problème propre à une seule municipalité et les pouvoirs provinciaux peuvent et doivent en faire plus. Le Québec a (encore) un beau programme, Accès-logis, dont un volet entier est dédié aux développements de logements sociaux pour personnes âgées semi-autonomes. Accès-Logis n'est pas sans défauts, mais on pourrait l'améliorer, le bonifier, éliminer la lourdeur bureaucratique qui l'affecte. On pourrait faire en sorte d'y ajouter des mécanismes qui favorisent la socialisation des RPA existantes.

Mais plus que tout, il faut que l'argent public suive. Non seulement dans le développement de logements sociaux et de résidences pour personnes âgées hors du marché privé, mais surtout dans le support des services pour aîné·e·s. C'est avec des services publics en santé, bien financés et universels, qu'on peut s'assurer de retrouver le contrôle de nos milieux de vie et assurer le droit aux logements sains, adéquats et sécuritaires pour tous et toutes.

MOTS CROISÉS

Par Agathe Légaré

Horizontalement

- 1- Qu'il soit à l'électricité, au mazout, au gaz, s'il tombe en panne en hiver, il peut donner lieu à des plaintes des locataires devant le Tribunal administratif du logement - Conseil d'administration (en psychanalyse, l'ensemble des pulsions instinctives et inconscientes).
- 2- Vêtement de travail constitué d'un pantalon à bretelles (pluriel).
- 3- Entré en action - Extrémiste pur et dur, radical - Console de jeux Nintendo.
- 4- Saut périlleux en gymnastique - Copiée, prise pour modèle.
- 5- Sud-sud-est (division du compas) - Érucite - École en réseau au Québec.
- 6- Est-ouest - Qui sont à venir, prochaines.
- 7- Habitation familiale construite par des oiseaux, des guêpes, des fourmis... ou des amoureux - Que l'on craint, qui fait peur.
- 8- Éduquèrent, formèrent - Symbole chimique du thoron.
- 9- Pronom personnel réfléchi - Aux échecs, gain de la partie.
- 10- Coups de poing ou marques laissées sur la peau par des coups - Pronom personnel féminin.
- 11- Du vent transformé en électricité (pluriel) - Métal précieux.

12- Le parc Scott porte désormais le nom de ce citoyen engagé du faubourg Saint-Jean-Baptiste, ex-coordonnateur du Compop, journaliste, illustrateur, militant, décédé en 2020 (prénom suivi du nom de famille).

Verticalement

- 1- Véhicule servant au déblayage des rues enneigées (mot composé).
- 2- Carburant diesel, assez polluant merci - Commun ou propre.
- 3- Droit qu'un pays reconnaît à un étranger qui se croit persécuté dans son pays d'origine - Peina, attrista, navra.
- 4- Union Africaine - Provenir de.
- 5- Prévient la carie dentaire - Aride, desséché.
- 6- Fou, déraisonnable - Enlèvera - Nouveau-Brunswick.
- 7- Prédilection, talent - Nord-nord-ouest.
- 8- Commenceront à se développer, se formeront - Symbole chimique de l'euporium.
- 9- Pièce de bois servant à soutenir une construction - Possédât - Existe.
- 10- Évaluation, examen - 1050 en chiffres romains... ou marxiste-léniniste.
- 11- Transmise, transférée - Cheval prolifique.
- 12- Faire prêter serment au Roi et au peuple.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												
11												
12												

POUR EN FINIR AVEC LES INÉGALITÉS : LE COLLOQUE DU MÉPACQ

Par Gabrielle Verret, du Regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions de Québec et Chaudière-Appalaches

Les 1, 2 et 3 novembre derniers a eu lieu, à Québec, le colloque du Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ) : Pour en finir avec les inégalités, sortons du capitalisme! Comme son nom l'indique, celui-ci permettait, grâce aux divers ateliers et conférences, de comprendre les causes des multiples crises sociales qui nous touchent de plein fouet (crise climatique, du logement, de l'appauvrissement généralisé, etc.) Quand je dis « nous », j'exclus évidemment la poignée d'individus qui détiennent le pouvoir politique et économique.

Cerner la cause de nombreuses inégalités

Le colloque s'insère dans une série d'actions en éducation populaire pour contrer, par le passage à l'action, la crise climatique actuelle et l'augmentation grandissante des inégalités qui ont une cause commune : le système capitaliste. Celui-ci, dans sa tentative de croissance illimitée, brime plusieurs droits humains tout en anéantissant les écosystèmes. Néanmoins, si celui-ci perdure, c'est qu'il profite à une classe privilégiée de la société, celle qui par son accaparement des ressources mondiales ne cesse de s'enrichir et de voir ses privilèges croître, au détriment des personnes marginalisées qui vivent dans une précarité autant sociale que matérielle. Selon le rapport d'OXFAM, en 2020, le 1% de la fortune des personnes les plus fortunées correspondait au double de celle des 92% des personnes les moins fortunées (OXFAM, 2020).

Déconstruire les mythes

La première journée a été marquée par une conférence des auteurs du livre *Pour une écologie du 9 %*. Cette conférence ouverte à toutes et à tous a permis de déconstruire les mythes entourant le capitalisme qui nuisent à la mobilisation de par la désinformation qu'ils génèrent au sein de la société. Par exemple, on pense trop souvent que la Chine est le plus gros pollueur et que si ce pays ne fait rien, tous les efforts des autres sont vains. Souvent utilisé pour justifier l'inaction gouvernementale, ce mythe nous fait oublier que le Canada est le seul pays du G7 n'ayant pas réduit ses émissions de gaz à effet de serre (Bilodeau, 2021) tout comme il est le deuxième pays du G20 qui finance le plus les industries fossiles selon un rapport d'Oil Change International.



Photo : Répac 03-12

Participant-e-s à la dernière journée du colloque

Comprendre les impacts sociaux et environnementaux

La deuxième journée a permis de vivre une prise de conscience collective à l'aide de différents panels sur les origines du capitalisme, les mythes entourant celui-ci et les injustices qu'il génère. Premier constat : ce système prend racine grâce à l'exploitation d'une classe sur une autre depuis plus de 500 ans. Il a comme objectif de favoriser la croissance économique et créer une richesse qui profitera à tous et toutes. Or, à travers le temps, les écarts de richesse se creusent de façon violente : pendant la pandémie, les milliardaires sont devenus encore plus riches alors que 150 millions d'individus ont plongé dans l'extrême pauvreté. Une preuve de plus que le système capitaliste joue un rôle d'accélérateur des inégalités pendant les crises. Les ateliers ont également apporté une perspective intersectionnelle plus que nécessaire, car certains groupes (femmes, autochtones, personnes racisées) sont désavantagés face à l'adaptation que demandent les multiples crises engendrées par le capitaliste.

S'organiser et lutter contre ce système

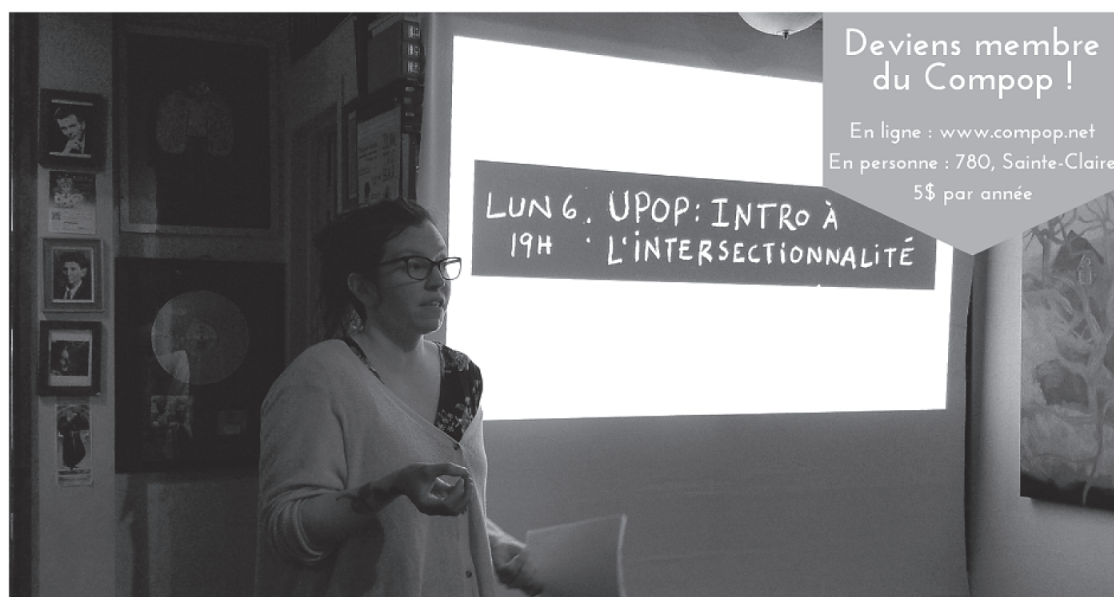
Pour finir, les personnes présentes au colloque ont été invitées au passage à l'action en apprenant davantage sur les moyens d'action à envisager pour revendiquer un changement structurel du système économique actuel. Passant par l'action dérangeante, la construction d'un rapport de force et par l'art-action, les personnes participantes sont ressorties de cette journée l'esprit rempli de matière et de moyens pour lutter contre cette exploitation meurtrière qu'oblige le capitalisme. Un exemple concret de lutte gagnée a même été abordé, soit celui de Pointe-Saint-Charles. Menée principalement par la Table Action-Gardien, cette lutte a mis fin au projet de 1 milliard de dollars de Loto-Québec!

Enfin, la troisième journée a permis aux personnes présentes de rêver d'un monde sans capitalisme où respect de la dignité humaine, des droits les plus fondamentaux et des écosystèmes sont possibles. Sculptures, peintures et poèmes ont été utilisés pour mettre des mots et des images à cet idéal collectif qui guidera les prochaines luttes sociales.

Bibliographie

Bilodeau, M. (2021, 17 octobre). Climat : Le Canada est le cancre du G7? Trois choses à savoir. *Le Soleil*. <https://www.lesoleil.com/2021/10/17/climat--le-canada-est-le-cancrer-du-g7--trois-choses-a-savoir-4595b0344b7d31ce663028b983201e62>

Reporterre (2020, 9 octobre). Avec la pandémie, les riches s'enrichissent, les pauvres s'appauvrissent. Reporterre. <https://reporterre.net/Avec-la-pandemie-les-riches-s-enrichissent-les-pauvres-s-appauvrissent>



LE COMITÉ POPULAIRE
SAINT-JEAN-BAPTISTE, C'EST :



Une Université populaire, l'Upop

Formulaire de contribution pour l'université populaire (Upop)

L'université populaire, série de conférences et d'ateliers sur des thèmes variés du Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, est intéressée par vos idées pour les futures sessions. Ces soirées ont lieu le premier lundi du mois. Vous avez une suggestion? Vous avez envie d'animer l'une de ces soirées? Faites-nous parvenir ce formulaire rempli. On vous remercie déjà.

Nom : _____

Courriel : _____

Téléphone : _____

Thème proposé : _____

Description de la présentation :

Faites parvenir votre formulaire de proposition de contribution au Comité populaire saint-Jean-Baptiste au 780 Sainte-Claire, Québec (qc) G1R 5B9 ou par courriel au comite.populaire@videotron.ca.
Merci

VERS UNE DÉSHUMANISATION DE L'HÔPITAL?

Par Fabien Abitbol

Si vous viviez déjà à Québec avant 2020, vous devez savoir que les services de l'Hôtel-Dieu de Québec (HDQ) doivent déménager à côté de l'Hôpital de l'Enfant-Jésus, dans un nouveau bâtiment que l'on appelle pour l'instant « méga hôpital ». Lors des consultations sur le devenir de l'actuel Hôtel-Dieu, à l'automne 2019, il était question de finir ce déménagement vers 2023. Mais... la Covid est passée par là, entraînant une façon de revoir le projet, ainsi qu'une hausse des coûts et évidemment des retards.



Photo : CHU de Québec-Université Laval.

En mai 2022, le déménagement de l'Hôtel-Dieu de Québec a commencé. Seul le cancer (consultation, traitements et recherche) se trouve à côté de l'Hôpital de l'Enfant-Jésus.

À l'heure où nous écrivons ces lignes, un petit immeuble de bureaux sur l'îlot Charlevoix a été transféré à un promoteur qui veut faire de tout ce quadrilatère un ensemble avec entre autres des logements et une offre alimentaire. Le Pavillon Carlton-Auger (rue Charlevoix aussi) a déménagé. C'est là que se trouvait la partie cancer : tous les services préparatoires à des traitements de radiothérapie, les traitements en eux-mêmes, les médecins, les infirmières, un service de dentisterie et un service d'hébergement.

Le reste du déménagement se fera par étapes (comme prévu) mais échelonné jusqu'à 2029 selon les prévisions les plus récentes. Grâce à la Covid, diverses choses ont été repensées, comme la disposition des chambres ou l'aération.

Mais, chose qui n'avait pas été annoncée, l'accueil n'est plus comme dans les autres hôpitaux du CHU de Québec. Moins « humain », moins bruyant aussi, ce dernier point possiblement parce que pour l'instant il y a très peu de patients.

J'y ai été accompagné en novembre par une voisine et amie. Heureusement, parce qu'avec tous les travaux dans le secteur je ne sais pas si le RTC m'aurait amené dans les délais à mon rendez-vous de contrôle. Je suis donc arrivé par un sous-sol (un stationnement). Jusque-là rien d'anormal. J'ai juste remarqué qu'il n'y avait aucune signalisation relative à la Covid, pas même de l'affichage provisoire.

Arrivé à l'étage j'ai remarqué une grande clarté. Des vitres partout. En dix ans à Québec, j'ai mis les pieds dans les cinq hôpitaux du CHU de Québec, ainsi qu'au Jeffery Hale. Le « méga hôpital » ce mois de novembre en fin de matinée était plus lumineux que le Jeffery Hale en juillet 2020 à 20h.

À peine sorti de l'ascenseur, le truc comme partout : distribution de masque de procédure. Petite joie : c'était un Humask, la marque québécoise qui s'est lancée au printemps 2020 (début de la Covid) pour inciter à l'achat local. Ce n'est pas fréquent à l'accueil d'un hôpital, et quand on est habitué à fréquenter les hôpitaux ça fait la différence.

Mais dans la foulée je me suis trouvé un peu perdu : pas d'indication pour aller se faire établir une carte d'hôpital, pas non plus de bureau d'information ni de bureau d'accueil, j'entends par là des comptoirs avec des êtres

humains qui vous attendent. Non, juste des bornes avec une employée pour vous apprendre à vous en servir. Je n'avais jamais remarqué que la carte « soleil » pouvait être décryptée par un engin à lecture optique, je l'ai découvert à cette occasion.

La machine délivre un ticket avec dessus uniquement des numéros. C'est peut-être mieux pour le respect de l'anonymat, mais je préférerais nettement quand on m'appelait par mon nom. Et de toutes façons, question anonymat quand on entend une annonce et qu'on voit une personne se lever (ou deux) ça ne change pas grand-chose.

La vaste et lumineuse salle d'attente, ce sont des sièges séparés d'une plaque transparente. Rien n'a été prévu pour celles et ceux venant accompagnés. Je me suis assis sur le radiateur, avec mon accompagnatrice, et personne ne nous a rien dit, néanmoins.

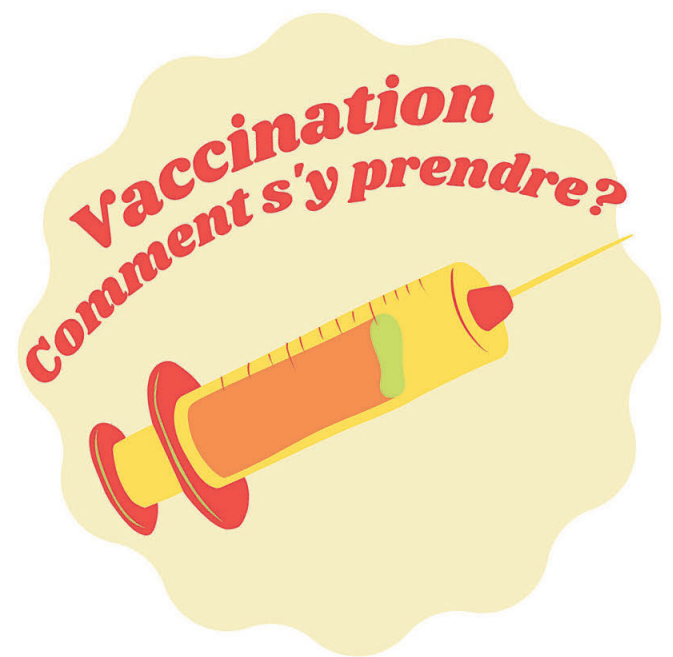
Pour couronner le tout, les numéros des salles ne sont pas dans un ordre logique. Nous avons pris place en pensant que nous allions être appelés vers notre droite (à cause du numéro) mais ce fut l'inverse.

Le box dans lequel j'ai été reçu m'a semblé plus petit que lorsque j'allais à l'HDQ. Bien plus petit. Et sans lumière naturelle. Pire : lorsque mon médecin a dû s'absenter quelques instants par une autre porte, j'ai remarqué qu'il entraînait dans une grande salle avec plein d'employé-e-s enfermés-e-s derrière leur écran et éclairés-e-s uniquement par le plafond.

Moi qui suis habitué à l'accueil humain (parfois même à ce qu'on m'explique un chemin déjà pris la veille), j'ai été surpris. Tellement surpris que je n'ai pas pris en photo l'engin qui me demandait ma carte...

L'hôpital étant en cours de construction, on peut oser espérer que le tir sera rectifié par la suite. Un petit accueil général puis une personne par étage, ce ne serait pas superflu.

Note : même si le « méga hôpital » et l'Enfant-Jésus sont tout proches, l'accès RTC à l'Enfant-Jésus est inchangé. Le 44 qui dépose à l'hôpital et le 800 qui laisse à 400 mètres sont en service au bon endroit malgré tous les travaux et les barrières de ciment qui perturbent la circulation et désorientent un peu.



Par Fabien Abitbol

Face à une demande plus élevée qu'attendue de vaccins contre la grippe et contre la Covid, de nouveaux rendez-vous ont été ouverts sur Clic Santé.

Concernant la grippe saisonnière (influenza), la vaccination a commencé le 15 septembre. Selon le CIUSSS-CN, 127 000 personnes ont été vaccinées dans la région de Québec les deux premiers mois.

Certaines pharmacies proposaient même la double vaccination (influenza et Covid). Les rendez-vous sont disponibles sur Clic Santé.

En règle générale, le vaccin contre l'influenza est gratuit pour les clientèles ciblées par le Comité d'immunisation du Québec.

Toutefois, le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) a annoncé le 25 novembre à 6h que tout le monde, peu importe l'état de santé ou l'âge, peut se faire vacciner gratuitement. Une décision logique puisque pour l'instant la grippe est plus préoccupante que la Covid.

Mais sera-t-elle reconduite les prochaines années? Le Comité d'immunisation du Québec va-t-il élargir ses recommandations, ou cette décision restera-t-elle purement politique, année après année, en fonction des fréquentations hospitalières?

Concernant la Covid, sachez que les vaccins bivalents (contre divers variants) sont disponibles depuis septembre. Une vaccination « de base », c'est à compter de trois doses (deux doses + un premier rappel) pour les majeurs. Pour les mineurs, pour l'instant c'est une dose, en date du 16 novembre 2022.

Avec ces critères, dans la région de la Capitale-Nationale, le taux de vaccination est de 66%. Seulement 3% des 0-4 ans sont vaccinés, les 5-12 ans le sont à 50%, et les 12-17 ans ont un taux de vaccination de... 85%. Dans les autres catégories, pas de surprise : plus on est âgé, plus le taux de vaccination est élevé (de 45% pour les 18-24 et les 25-29, à 95% pour les 80-84 ans et pour les 85 ans et plus).

Entre deux doses de vaccin Covid (ou une infection puis un vaccin), il est nécessaire de laisser s'écouler au moins cinq mois.

Virus respiratoire syncytial (VRS), qui s'en prend aux enfants de moins de deux ans et qui cause la bronchiolite), Covid et grippe saisonnière sont un bon cocktail, à l'approche du temps des fêtes, pour risquer de tomber malade. Il est donc important de suivre les consignes de base auxquelles nous avons bon gré mal gré été habitués-e-s depuis 2020.

SANTÉ : QUEL CHEMIN PRENDRE?

Par Fabien Abitbol



Le 16 novembre à l'occasion d'une conférence de presse, il a été possible de connaître la fréquentation du Jeffery Hale (voir notre édition précédente), et aussi de connaître le meilleur chemin en cas de maladie pour ne pas engorger les services d'urgence. Un mode d'emploi utile en période de fêtes, mais aussi le reste de l'année.

Ouvert le 22 mai 2022, le service d'urgences mineures du Jeff était ouvert à titre expérimental pour six mois. Mais après quelques petits couacs au tout début (des fermetures parce qu'un médecin était malade de la Covid et que l'autre médecin ne pouvait pas travailler), puis une petite réduction d'horaire (ouverture de 8h à 18h tous les jours), le nouveau Jeff a pris son envol. Entre le 22 mai et le 31 octobre, 7 500 personnes y ont été accueillies.

« L'équipe multidisciplinaire s'est mise en place graduellement avec l'arrivée de différents professionnels (pharmacien, infirmières, etc.) Le projet se poursuit et on pourra dans un avenir rapproché en mesurer les résultats », indique le CIUSSS-CN.

Le service d'urgences mineures du Jeffery Hale est ouvert à toutes et tous, même avec médecin de famille, du moment qu'il n'y a pas de possibilité d'obtenir un rendez-vous en moins de 48h.

Selon le CIUSSS-CN, 100 % des personnes sans médecin de famille qui ont appelé au GAP (Guichet d'accès à la première ligne) et qui avaient besoin de voir un médecin dans les 72 heures maximum ont pu obtenir un rendez-vous dans un GMF.

Au total, cela correspond à plus de 11500 rendez-vous médicaux pour la période du 4 septembre 2022 au 5 novembre 2022 (soit deux mois à peine).

Dans l'ordre, le CIUSSS-CN recommande les démarches suivantes :

- 1- Aller chercher un avis en composant le 811 (ouvert en tout temps) ou auprès de votre pharmacie.
- 2- En cas de besoin de consulter un médecin :
 - + Contacter son médecin de famille. En cas d'absence ou d'indisponibilité, aller au sans rendez-vous (GMF si vous avez un médecin, CLSC si vous n'en avez pas).
 - + Prendre un rendez-vous sur le site internet RVSQ (rendez-vous santé Québec).
 - + Joindre le GAP, si vous n'avez pas de médecin de famille.
 - + Vous rendre au service d'urgences mineures du Jeffery Hale (métrobus 807).
- 3- En cas de réelle urgence (risques immédiats pour la santé) :
 - + Consulter la fréquentation ambulatoire des services d'urgence des hôpitaux du CHU de Québec sur <https://statistiques.chudequebec.ca/>.
 - + Appeler le 911.

L'essentiel est de désengorger les urgences mais aussi perdre le moins de temps possible. Si vous allez à l'urgence mais que vous y passez 10h ou plus avant de vous entendre dire que vous n'êtes pas au bon endroit (parce que d'autres sont plus prioritaires) vous aurez perdu une journée de la façon la plus inutile qui soit. Néanmoins, si la pharmacie ou le 811 vous dit de le faire, il est bien entendu préférable de les écouter.

Annoncez-vous dans L'Infobourg

Pour toute information, consultez notre kit média en ligne à www.compop.net/publicite

ou contactez nous
au 418522-0454 ou à
comite.populaire@videotron.ca



SOLUTION

	N	I	T	U	O	B	C	R	V	W		12
R	O		S	E	N	N	E	I	L	O	E	11
E	L	L	E		N		S	N	O	N	G	10
T	V	M		T		V		S	E		I	9
N	T		T	N	E	R	E	V	E	L	E	8
E	E	T	U	O	D	E	R		D	I	N	7
M		S	E	R	U	T	U	F		O	E	6
R	E	E		E	T	O	R		S	S	S	5
E	E	T	E	I	M	I		O	T	I	S	4
S	D		A	R	T	L	U		I	G	A	3
S	E	T	T	E	P	O	L	V	S		H	2
A	C		E	A	G	F	F	A	U	H	C	1
												12
												11
												10
												9
												8
												7
												6
												5
												4
												3
												2
												1

LE BOURDON du faubourg

Actualités,
Vie de quartier,
Histoire et patrimoine,
Agenda du quartier...

Exclusivement en ligne sur
bourdonmedia.org



suivez @bourdonfaubourg sur



VIVRE, TRAVAILLER ET CONSOMMER
SAINT-JEAN-BAPTISTE



LE CRAC
ALIMENTS SAINS
LA CAROTTE JOYEUSE

690, rue St-Jean
Québec (Québec) G1R 1P8
Tél: 418-647-6881
Fax: 418-647-3953
Courriel: info@lecrac.com